Victoire de Mamdani : quelle suite pour les New Yorkais ?

Le 05-12-2025

Télécharger ou imprimer au format PDF

Image

par Joël Perichaud Secrétaire national du Pardem aux relations internationales

La victoire de Zohran Mamdani, membre des Socialistes démocrates d'Amérique (DSA), à l'élection du maire de New York, ville abritant Wall Street, le centre de la finance américaine et mondiale, est un événement d'importance nationale et internationale.
Cette élection fait voler en éclats le discours selon lequel toute alternative au capitalisme serait inconcevable pour une population ayant subi des décennies d'anti-communisme et d'anti-socialisme.
En réalité, le vote à gauche d'une large partie des travailleurs et des jeunes traduit une hostilité croissante envers le capitalisme et un soutien grandissant au socialisme. Le vote pour Mamdani exprime non seulement la désillusion face à l'*establishment* politique en place mais aussi l'indignation suscitée par l'immense concentration des richesses entre les mains d'une infime élite, le coût de la vie exorbitant et le délabrement des droits démocratiques et sociaux fondamentaux.

Plus d'un million de personnes ont voté pour Mamdani dans un contexte de participation électorale record depuis des décennies : plus de deux millions de votants, soit le double du total d'il y a quatre ans et le chiffre le plus élevé depuis 1969. Mamdani, qui n'était crédité que de 1 % des intentions de vote lorsqu'il a lancé sa campagne pour les primaires, a gagné avec une nette majorité dans cette élection triangulaire, devançant son principal rival, l'ancien gouverneur démocrate Andrew Cuomo, de 9 %.
Mamdani est arrivé en tête dans la plupart des quartiers populaires des cinq arrondissements de New York, s'imposant largement dans les districts les plus touchés par les inégalités sociales et la hausse du coût de la vie. Il a obtenu 45 % de voix de plus que Cuomo à Harlem, 28 % de plus à Jamaica (Queens), 28 % de plus à East New York (Brooklyn) et 27 % de plus à Parkchester (Bronx), quartiers parmi les plus pauvres et les plus diversifiés ethniquement de la ville.
D'après un sondage CNN de sortie des urnes, 70 % des électeurs de moins de 45 ans ont voté pour lui, contre seulement 25 % pour Cuomo. Il a remporté une victoire écrasante auprès des précaires et parmi ceux qui s'opposent à Trump et à son programme fascisant.
L'élection constitue un rejet clair de l'*establishment* politique, allant de l'extrême droite républicaine à la machine électorale démocrate qui a soutenu Cuomo et injecté plus de 50 millions de dollars dans sa campagne. L'accent mis par Mamdani sur la flambée du coût de la vie, notamment des loyers, de la garde d'enfants et de l'alimentation, a trouvé un écho favorable, tout comme ses dénonciations des oligarques qui dominent la vie politique et économique et se rallient au régime autoritaire de Trump.
L'élection de Mamdani a suscité l'enthousiasme aux États-Unis et à l'étranger. Le contraste entre Andrew Cuomo, figure de l'*establishment* du Parti démocrate gangrené par la corruption et Mamdani, qui se présente dans tous ses discours comme le défenseur des opprimés est grand. Il faut reconnaitre que les propositions de Mamdani, qui ont assuré sa victoire du 5 novembre 2025, sont mobilisatrices.
Précisons tout de suite que, bien qu'il se présente comme un «socialiste démocrate», Mamdani ne défend pas un programme socialiste, loin de là. Ses propositions (gel des loyers qui concernerait 1 million de logements ; augmentation du taux d'imposition sur les sociétés dans l'État de New York jusqu'à 11,5 %, soit un niveau comparable à celui du New Jersey, afin de générer environ 5 milliards de dollars par an ; surtaxe de 2 % sur le revenu des résidents de la ville gagnant plus d'1 million de dollars par an ; gratuité des bus de la ville), constituent, certes, une aide considérable aux habitants de l'État de New York, mais ne sont en réalité guère plus qu'une timide résurgence du réformisme libéral.
Cependant, même ces modestes promesses de changement se heurteront à la résistance farouche de Wall Street, de l'oligarchie financière et des institutions qui défendent leurs intérêts : procès, provocations politiques ou actions plus directes sont donc à prévoir. Car l'aristocratie financière n'est pas prête à céder quoi que ce soit. Elle résistera, par tous les moyens à sa disposition, à la moindre

atteinte à sa richesse et à son pouvoir. C’est ce qu’a fait le gouvernement Trump en intensifiant ses menaces envers Mamdani et en se disant prêt à intervenir directement à New York.

Même le Parti démocrate, dont Mamdani est membre, s'oppose catégoriquement à toute remise en cause de la richesse et de la domination de l'élite financière. Le parti est divisé : d'un côté une faction disposée à collaborer avec Mamdani car consciente de la nécessité d'un candidat capable de rallier un large électorat, de l'autre une faction qui craint que l'exacerbation des sentiments anti-système ne lui échappe rapidement.
Le New York Times, organe de presse du Parti démocrate, a publié un long éditorial définissant les lignes directrices que le nouveau maire devrait suivre. En substance que Mamdani renonce à ses promesses de campagne et gouverne comme l'ancien maire milliardaire Michael Bloomberg, que Mamdani avait lui-même tenté, sans succès, de séduire.
L'éditorial souligne la nécessité pour Mamdani de constituer un cabinet acceptable pour Wall Street et le secteur immobilier. C’est ce que Mamdani a fait en annonçant la composition d'une équipe de transition formée de démocrates issus des administrations des trois derniers maires: Michael Bloomberg (2002-2017, Indépendant, élu 3 fois), Bill de Blasio (2014-2021, Démocrate élu 2 fois) et Eric Adams (2022-2025, Démocrate, élu 1 fois).

Un cabinet de transition révélateur

La directrice générale de l'équipe de transition est Elana Leopold, qui n'a rejoint la campagne de Mamdani qu'après sa victoire aux primaires en juin. Leopold a précédemment occupé le poste de conseillère principale de Bill de Blasio avant de fonder son propre cabinet de conseil politique, qui entretient des liens étroits avec l'*establishment* politique.
Leopold est qualifiée, par le magazine Fortune (classement « 40 Under 40 ») et par City & State (classement « Political Consultants Power 50 ») comme une élément clé dans l'établissement de liens entre les riches et les influents. Selon City & State, son rôle dans la campagne de Mamdani a été de renforcer les liens avec les « résidents les plus riches » de la ville, en s'appuyant sur « son expérience dans le secteur privé ».
Le deuxième membre de l'équipe de transition est Maria Torres-Springer. Son Curriculum vitae est significatif : conseillère politique principale (depuis 2002) auprès du maire adjoint chargé du développement économique et de la reconstruction sous la direction du maire milliardaire Michael Bloomberg ; première vice-présidente et chef de cabinet de la New York City Economic Development Corporation (NYCEDC), l'agence officielle de développement de la ville servant d'intermédiaire entre les intérêts immobiliers et la municipalité ; commissaire du département des services aux petites entreprises de la ville de New York sous de Blasio, avant d'être nommée PDG de la NYCEDC ; commissaire du département de la préservation et du développement du logement.
Torres-Springer a aussi été membre de l'administration d'Eric Adams en tant qu'adjointe au maire chargée du développement économique et de la main-d’œuvre. Elle a servi le gigantesque projet immobilier « 50 Hudson Yards », au détriment d’écoles, d’immeubles d'habitation et d'un collège municipal, au bénéfice de Related Companies, important donateur de la campagne d'Adams.
Pour services rendus, Adams avait nommé Torres-Springer première adjointe au maire en 2023. Torres-Springer n'a démissionné de ses fonctions qu'en février 2025…
Le troisième membre du comité est Lina Khan, nommée par Joe Biden commissaire de la Commission fédérale du commerce (FTC) en 2021 puis, présidente en 2024, avec le soutien des démocrates et des républicains du Sénat.
Le quatrième membre de l'équipe de transition est Grace Bonilla, PDG de United Way, un réseau mondial pour l’action communautaire et l’une des plus grandes organisations à but non lucratif au monde. De 2004 à 2014, elle a occupé une série de postes clés au sein de l'administration des ressources humaines (HRA) sous le règne Bloomberg. Elle a ensuite rejoint l'administration de

Blasio, d'abord en tant que directrice générale du groupe de travail sur l'équité raciale et l'inclusion, puis en tant qu'administratrice de la HRA.
Le dernier membre de l'équipe de transition est Melanie Hartzog, PDG de New York Foundling, l'une des plus anciennes organisations caritatives de la ville. Sous l'administration Bloomberg, elle était coordinatrice des services à la famille au sein du bureau du maire adjoint chargé de la santé et des services sociaux, ainsi que commissaire adjointe chargée des services à la petite enfance au sein de l'Administration for Children's Services. Parmi ses missions sous de Blasio, la plus néfaste a été, à partir d'octobre 2020, celle d'adjointe au maire chargée de la santé et des services sociaux. En tant que responsable de la coordination de la réponse à la pandémie de COVID-19 dans la ville, elle a pris ses fonctions après le décès de plus de 24 000 New-Yorkais et le nombre de décès a alors augmenté pour atteindre entre 40 et 50 morts par jour.
C'est cette équipe qui supervisera la sélection du personnel de la nouvelle administration Mamdani et veillera à ce qu'elle soit composée de fonctionnaires acceptables pour l'aristocratie financière…Les partisans d'un changement politique profond ne devraient donc pas se bercer d'illusions.
Car, en réalité, Mamdani affirme qu'il est possible de concilier des intérêts de classe diamétralement opposés, qu'un véritable changement social peut être réalisé grâce à une collaboration entre exploiteurs et exploités et que cette collaboration doit être menée sous l'égide du Parti Démocrate. C'est là une illusion car les remparts de Wall Street ne s'effondreront pas sous le poids de discours électoraux. D'ailleurs, la réaction des marchés à l'élection de Mamdani l'a confirmé. Loin de s'inquiéter, l'oligarchie financière a accueilli le résultat avec sérénité : le 5 novembre, les principaux indices de Wall Street étaient à la hausse.
Espérons que nombre de citoyens verront dans l'élection de Mamdani un signal pour passer à l'action et faire avancer leurs revendications. Mais que fera Mamdani lorsque les citoyens entreront en lutte ? La logique des intérêts de classe prévaudra-t-elle ? Mamdani cédera-t-il aux exigences du pouvoir financier et politique ?

Conférence de presse conjointe Mamdani-Trump

Le 21 novembre, Mamdani, a rencontré Trump à la Maison-Blanche avant de donner une conférence de presse (depuis le bureau ovale), au cours de laquelle il a annoncé un « partenariat » et s'est engagé à « travailler » avec Trump.
Trump a félicité Mamdani pour sa victoire électorale, déclarant : « *Mieux il réussit, plus je suis heureux…Nous allons l'aider à réaliser le rêve de tout le monde.* ». Mamdani a répondu en qualifiant la réunion de « productive » se réjouissant «*de travailler pour les New-Yorkais en partenariat avec le Président* »… Rappelons que le gouvernement Trump mène une offensive implacable contre les travailleurs américains, réduisant le système des bons alimentaires, menaçant la sécurité sociale et l'assurance maladie, détruisant l'éducation et la santé publique tout en orchestrant le plus grand transfert de richesse de l'histoire des États-Unis des classes laborieuses vers l'oligarchie.
Tandis que Trump défendait sa politique brutale contre les immigrés, Mamdani est resté silencieux : « *Mamdani*, a déclaré Trump, *veut que New York soit une ville sûre(…) S'il y a des gens horribles, nous voulons les expulser(...) Il veut les expulser plus que moi* ».
Trump a ensuite félicité Mamdani d'avoir « *conservé un excellent commissaire de police* », Jessica Tisch, héritière d'une famille de milliardaires, étroitement liée à la famille Trump. (Tisch est tristement célèbre pour avoir imposé un régime de surveillance massive et déclaré que toute critique de la guerre à Gaza était de l'antisémitisme). Mamdani a acquiesé, tout en s'engageant à maintenir le nombre de policiers et à « *faciliter la tâche de la police afin qu'elle puisse se concentrer sur son travail* ».
Concernant le génocide à Gaza, Mamdani a appuyé les mesures prises par Trump pour faciliter l'occupation et l'annexion de Gaza par Israël dans le cadre du pseudo cessez-le-feu en cours.
Lorsqu'un journaliste a interrogé Mamdani sur ses déclarations antérieures, selon lesquelles Trump

était un fasciste, Mamdani, afin d'éviter toute critique, même modérée, à l'égard du Président a laissé celui-ci répondre à sa place: « *C'est bon, vous pouvez le dire. C'est plus facile que de l'expliquer. Ça ne me dérange pas.* »

Les trompettes de Mamdani

Sans peur du ridicule, les Socialistes démocrates d'Amérique ont présenté la soumission de Mamdani à Trump comme une sorte de manœuvre tactique magistrale qui a convaincu Trump d'adopter une politique de réforme sociale.
C'est, bien entendu, une imposture. Car, en abandonnant le discours qui l'a propulsé au pouvoir, Mamdani ne peut que semer la confusion parmi ses partisans. La perspective politique promue par les DSA, le magazine Jacobin et toute la gauche, aux États-Unis et ailleurs, est la promesse d'un changement des conditions de vie des citoyens tout en conservant le personnel politique néolibéral et les institutions de l'État à son service. C'est aussi le crédo de Mélenchon, de LFI et du PS en France, de Bernie Sanders aux États-Unis et de tous les sociaux-démocrates de la planète.
Combien de fois cette expérience, ce cauchemar plutôt, devra-t-elle se répéter au dépend des peuples ? Syriza en Grèce, Podemos en Espagne…
À New York et aux États-Unis comme ailleurs, les vraies et grandes conquêtes sociales et politiques ne se réaliseront pas en faisant pression sur les partis de l'*establishment* politique ni en nourrissant des espoirs (invariablement déçus) concernant une nouvelle équipe de gestionnaires (Mamdani ou autre). L'Histoire nous enseigne que les grandes conquêtes sociales et politiques sont uniquement le fruit des mobilisations et des luttes des classes dominées pour formuler et défendre leur propre programme : la défense de l'emploi ; l'augmentation des salaires, des prestations sociales et du niveau de vie ; l'opposition aux guerres et aux régimes néolibéraux autoritaires ; la lutte pour le pouvoir populaire et la transformation totale de la société.
Tout cela ne s'accomplira pas sans une attaque directe et frontale contre nos classes dirigeantes.

Opens in a new window Opens in a new window

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire